

Police Municipale
CDO

Mis en ligne le
19 JAN. 2023

**ARRÊTÉ PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT
POUR UN DÉMÉNAGEMENT À LA « RÉSIDENCE LE PONANT »
3 AVENUE DU 25 AOÛT 1944
LE 30 JANVIER 2023**

Le Maire de Choisy-le-Roi,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment les articles L2212-2,
L 2213-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
Vu l'article R 417-10 du code de la route,
Vu l'article R 610-5 du code pénal,
Vu l'arrêté n° 22-2940 du 15.09.2022 portant délégation de fonctions et de signature à
Monsieur Stéphane BANCE, Conseiller Municipal délégué,
Vu l'arrêté n° 22-0511 du 16.03.22 portant délégation de signature à Monsieur
BARANGER Denis, Directeur Général des Services,
Vu la demande en date du 29 novembre 2022 par laquelle la société MARNE
TRANSDÉM sollicite l'autorisation de neutraliser des places de stationnement pour un
déménagement à la Résidence le Ponant.

ARRETE

Article 1 : Le bénéficiaire est autorisé à neutraliser 2 places de stationnement au droit du 3 avenue du 25 août 1944 afin d'effectuer le déménagement pour la « Résidence Le Ponant », à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Si l'occupation du domaine public n'est pas effectuée dans les délais prescrits par cet arrêté, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande.

Article 3 : L'affichage de l'arrêté et la signalisation seront effectués par la société MARNE TRANSDÉM au moins 48 heures avant le déménagement.

Article 4 : Les infractions pourront être constatées par les agents de la Police Nationale et ceux de la Police Municipale de la Ville de Choisy-le-Roi. Les véhicules en infraction pourront être enlevés et transportés vers une fourrière agréée suivant les articles R417-9 à 417-12.

Article 5 : Cette autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire, elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.
Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de **1 jour le 30 janvier 2023.**

Article 6 : Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée et au Règlement Européen du 27 avril 2016, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant auprès de la Mairie de Choisy-le-Roi.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Commissaire de Choisy-le-Roi,
- Le bénéficiaire : société MARNE TRANSDÉM
- Le responsable de la Police Municipale.

Article 8 : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télé recours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait à Choisy-le-Roi le 06 janvier 2023.

Le Maire,
Tonino PANETTA
Maire de Choisy-le-Roi

